Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AMBASSADES DE FRANCE
DANEMARK, FINLANDE, NORVÈGE et SUÈDE
SERVICE RÉGIONAL AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Chroniques Nordiques

Numéro 19 / Mars 2017

Le service régional des affaires sociales et santé a le plaisir de vous adresser le 19e numéro de sa chronique nordique sur les champs suivants :

- **Affaires sociales**
- **Travail, Emploi, formation professionnelle et dialogue social**
- **Santé et protection sociale**
- **Droit des femmes, enfance et famille.**

Toutes vos suggestions pour l'améliorer seront les bienvenues.
Remerciements à notre stagiaire Lucie Gauthiot, ainsi qu'à Eeva Hanhiniemi, Clothilde Bauduin, Cécile Aubert, Thomas Charrier et Léa Subileau qui nous font parvenir leurs revues de presse.

DANEMARK

Population totale	**5,669,000**
Revenu national brut par habitant ($ internationaux PPA)	44
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	79/82
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	100/60
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant ($ int.)	4,782
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	10.8
Taux de natalité	1.7*

Source : OMS, 2015
**Banque mondiale, 2015*

Affaires sociales

Education

Les étudiants étrangers sont peu nombreux à rester au Danemark après leurs études

Le ministre de l'Education - Søren Pind – regrette que beaucoup d'Européens viennent, apprennent et rentrent chez eux après. Selon les derniers chiffres, seulement un cinquième de ceux qui viennent de l'étranger travaillent au Danemark deux ans après avoir reçu leurs diplômes.

Divers

Augmentation des suicides dans les prisons

Les derniers chiffres publiés par le service pénitentiaire danois révèlent que les suicides dans les prisons ont augmenté. En 2016, il y a eu huit suicides, contre seulement deux en 2015. Ce chiffre est le plus élevé des onze dernières années.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Hausses salariales dans le secteur public

Les salaires du secteur public ont augmenté de 2,5%, tandis que ceux du secteur privé ne l'ont été que de 1,8% ou de 1,3%. L'objectif est de favoriser le recrutement dans le secteur public et de permettre une meilleure concurrence entre les deux secteurs.

Santé et Protection sociale

De moins en moins de jeunes filles vaccinées contre le papillomavirus

Le nombre de jeunes filles se vaccinant contre le papillomavirus a chuté de façon spectaculaire - de 79% des filles nées en 2000 à seulement 15% né en 2003. Le président du comité de santé des régions danoises - Ulla Astman - s'inquiète de cette évolution qu'il considère comme « catastrophique ». Il demande aux médecins généralistes d'écrire aux parents lorsque leurs enfants atteignent l'âge de 12 ans pour les inviter à un échange sur les avantages et les inconvénients du vaccin, dont les effets secondaires ont fait l'objet d'un débat médiatique important.

Droits des femmes / Enfance / Famille

Parité

Selon une étude réalisée par la Confédération des Industries danoises *(Dansk Industri)*, le nombre de femmes présentes dans les conseils d'administration des plus grandes entreprises du pays a doublé depuis 2008. La part de femmes membres de conseils d'administration s'élève à 26% en 2016, contre 10% en 2008. Cette évolution s'explique notamment par la décision prise en 2013 par le gouvernement Thorning-Schmidt, d'exiger des entreprises qu'elles fixent des pourcentages cibles de femmes présentes dans leurs conseils, au lieu d'instaurer des quotas. On observe également des avancées au niveau des nominations à la tête des entreprises. Selon DI, le nombre de femmes nommées PDG a doublé depuis 2004. En 2015, 12% des PDG danois étaient des femmes.

40ème journée internationale du droit des femmes

A l'occasion de la journée de la femme, *Politiken* rappelle que l'Indice de l'égalité entre les sexes – selon le Forum économique mondial - place l'Islande, la Finlande, la Norvège et la Suède dans les quatre premières places. Le Danemark est passé de la 5e à la 19e place.

FINLANDE

Population totale	5,504,000
Revenu national brut par habitant ($ internationaux PPA)	38
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	78/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	114/51
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant ($ int.)	3,701
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	9,7
Taux de natalité	1.8

Source : OMS, 2015
**Banque mondiale, 2015*

Affaires sociales

Education

La Finlande est mal placée pour l'accueil des étudiants étrangers

Selon une étude effectuée par *Study.eu* sur 30 pays, la Finlande ne se situe pas parmi les dix meilleures places dans le classement des pays ayant de bons résultats en termes de conditions d'accueil des étudiants étrangers. L'Allemagne se situe au premier rang, suivie de la France et de la Suède. L'étude tient compte des résultats des universités par rapport aux autres pays, de la qualité de l'enseignement en anglais, du coût de la vie et des études, ainsi que des opportunités de carrière.

Migration

Les réfugiés ont du mal à trouver du travail

Selon *Helsingin Sanomat,* les statistiques de l'institut de recherche Vatt montrent que ce sont les Somaliens, Afghans et Irakiens, arrivés en Finlande entre 1990 et 2009, qui ont eu le plus de mal à trouver du travail.
En 2015, plus de 30 000 demandeurs d'asile sont arrivés en Finlande.

Selon les estimations du ministère de l'Intérieur, environ 10 000 d'entre eux obtiendront un permis de séjour ici. Le chercheur Matti Sarvimäki estime qu'il est réaliste de dire que l'effet de la crise des réfugiés sera négatif pour l'économie nationale. Selon les estimations les plus pessimistes, le coût serait de 100 millions d'euros par an.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Les caractéristiques de l'emploi chez les femmes

Si les Finlandaises s'arrêtent plus longtemps pour garder leurs jeunes enfants, elles sont en revanche moins nombreuses que leurs homologues des autres pays nordiques à travailler à temps partiel. L'écart entre le travail à temps partiel chez les hommes et chez les femmes est de 5.8 points alors cet écart est de 15.5 points en Norvège, 10.8 points au Danemark, et de 7.4 points en Suède, en 2015.[1] Aussi, la différence globale entre les taux d'emploi des hommes et des femmes en Finlande n'est que de 0,8 points. La comparaison de la durée des carrières révèle que la carrière professionnelle d'une femme est en moyenne plus courte d'une année comparée à celle des hommes.

Privatisation des agences de l'emploi

Un projet de loi dont l'objectif est de privatiser environ 75 % des services des agences de l'emploi est actuellement en consultation.

Expérimentation de contrats à « six euros » dans le bâtiment

La mise en place depuis le 1er mars des contrats dans le secteur du bâtiment proposant un tarif horaire de six euros (au lieu de quinze) pour des personnes qui débutent dans le domaine, n'est pas un grand succès. En 6 jours, seule une entreprise avait conclu un contrat de ce type.

Le taux d'emploi s'est amélioré et le chômage a diminué

Helsingin Sanomat relève que le taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans a été fin février de 67,3 %, contre 66,7 % fin février 2016. Le taux de chômage a été de 9,2 % fin février : 10,11% chez les hommes et 8,2 % chez les femmes. Le nombre de chômeurs était de 332 000 personnes, soit 29 000 de moins qu'en février 2016.

Rejet attendu de l'initiative populaire sur l'interdiction des contrats à zéro heure

Le Parlement s'apprête à rejeter l'initiative populaire sur l'interdiction des contrats à zéro heure. Ces contrats permettent aux employeurs d'embaucher du personnel sans garantie de travail. Les heures hebdomadaires proposées vont de 0 à 40. Les employés ne travaillent donc que lorsque les employeurs en ont besoin et ne savent généralement pas à l'avance combien de temps ils vont travailler dans la semaine. En 2015, la majorité des personnes titulaires d'un contrat à zéro heure, étaient des femmes (57%) et des jeunes : près de la moitié avaient moins de 25 ans et 65% avaient moins de 30 ans[2]. Le ministre de l'Emploi et de la Justice - M. Lindström (Vrais Finlandais) - a promis une réforme de la législation afin de mettre en place de nouvelles règles sur ces contrats.

Santé et Protection sociale

Les députés débattent de l'initiative populaire sur l'euthanasie

Une initiative populaire - organisée par cinq anciens députés et signée par 63 000 personnes –pour encadrer l'euthanasie, est au cœur d'un débat au Parlement. Celle-ci divise fermement les députés, notamment les Chrétiens-démocrates et les Vrais Finlandais, qui s'y opposent le plus. Ce débat est toutefois centré sur les soins palliatifs, or les députés sont unanimes à constater que l'accompagnement en fin de vie n'est pas bien organisé en Finlande.

Réforme des services sociaux et de santé

Le paquet législatif relatif à la réforme des services sociaux et de santé a été présenté au parlement finlandais le 2 mars 2017. Lors du débat du 6 mars, le gouvernement a annoncé que la réforme des services sociaux et de santé devrait se concrétiser par des allègements fiscaux de plus de 200 millions d'euros pour l'impôt sur le revenu, avec

[1] https://data.oecd.org/fr/emp/taux-d-emploi-a-temps-partiel.htm#indicator-chart

[2] https://www.sak.fi/english/news/83000-employees-work-with-zero-hours-contracts-2015-03-27 // Statistics Finland

une diminution de la part communale et une augmentation de la part nationale. Cet ensemble de lois doit organiser le transfert de ces services des municipalités aux 18 régions, créées à l'occasion de cette réforme. Le gouvernement prévoit son adoption durant la session parlementaire de printemps. L'entrée en vigueur est prévue au 1er juillet 2017. Les élections régionales devraient ensuite avoir lieu en 2018 et le transfert des compétences serait effectif au 1er janvier 2019. Cette réforme doit permettre la maîtrise de l'évolution des dépenses de santé dans un contexte de vieillissement rapide de la population. Selon les prévisions du gouvernement, cette correction dans l'évolution des dépenses de santé représenterait 3 Mds€ à l'horizon 2022. Néanmoins, il est probable que cette réforme de grande envergure se traduise dans un premier temps par des coûts élevés qui pèseraient sur le solde public en 2018 et 2019.

Quels impacts du CETA sur la réforme des services sociaux et de santé ?
M. Rinne - président du PSD - estime que le *Comprehensive Economic and Trade Agreement* (CETA) pourrait bien avoir des effets sur la réforme des services sociaux et de la santé en cours en Finlande. Si le droit de choisir entre les prestataires de services est maintenu - conformément au projet de réforme du gouvernement – et que le CETA est mis en place, il ne sera plus possible pour le gouvernement de réguler l'implantation des entreprises canadiennes de ce secteur, en cas de problèmes. Le CETA prévoit en effet de soutenir la croissance par l'extension des marchés accessibles aux entreprises, la baisse des droits tarifaires, l'accession des marchés publics canadiens et l'échange soutenu de technologies et de savoir-faire.

La Finlande candidate à accueillir le siège de l'agence Européenne du médicament
Le gouvernement a validé la candidature de la Finlande pour accueillir l'Agence Européenne du Médicament actuellement située au Royaume-Uni.

Droits des femmes / Enfance / Famille

La loi sur le mariage pour les homosexuels entre en vigueur
En Finlande, la criminalisation des actes homosexuels a été supprimée du code pénal en 1971. C'est en 1981 que l'homosexualité n'a plus été qualifiée comme une maladie. Depuis 2002, les couples homosexuels étaient autorisés à se pacser sans avoir les mêmes droits que les couples mariés, ce qui signifie qu'ils ne pouvaient pas disposer du même nom de famille, ni adopter un enfant. Le 1er mars 2017, la loi sur le mariage pour les homosexuels est entrée en vigueur. Celle-ci avait été approuvée au Parlement en décembre 2014 après l'étude d'une initiative populaire signée par plus de 166 000 personnes.
Désormais, les couples homosexuels ont le droit à l'adoption. Dans la pratique, l'adoption peut être difficile, surtout au début, parce que les organisations qui s'occupent des adoptions en Finlande n'ont pas encore des contacts à l'étranger avec des organisations qui acceptent l'adoption par les couples homosexuels. Ce frein provient du fait qu'il y a très peu d'adoptions à l'intérieur de la Finlande (29 en 2015). Selon les autorités de la ville d'Helsinki, quelques couples homosexuels ont déjà commencé le processus de l'adoption.
L'adoption de cette loi entraine encore des résistances au sein de la société finlandaise : certains pasteurs de l'église luthérienne, qui ont accepté d'effectuer des mariages, ont été l'objet de menaces.

La Finlande accorde des crédits supplémentaires pour les femmes des pays en voie de développement
Le gouvernement a annoncé qu'il accordait une aide supplémentaire de plusieurs millions d'euros pour des projets favorisant la santé sexuelle et reproductive des filles et des femmes des pays en voie de développement. Cet investissement supplémentaire intervient au moment où M. Trump retire les aides en la matière. Le ministre du Développement, M. Mykkänen, a indiqué que la Finlande s'engageait à soutenir les ONG de ce domaine à hauteur de 20 millions d'euros cette année. Il s'agit de doubler la somme qui y a été consacrée ces dernières années. La nouvelle contribution sera focalisée plus particulièrement sur la Somalie, l'Afghanistan et le Kenya.

NORVÈGE

Population totale	5,211,000
Revenu national brut par habitant ($ internationaux PPA)	66
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	80/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	73/47
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant ($ int.)	6,347
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	9.7
Taux de natalité	1.8

Source : OMS, 2015
**Banque mondiale, 2015*

Affaires sociales

Hausse de la population

La population a augmenté de 0.9% en Norvège et a atteint 5 258 317 habitants. Les deux tiers de cette hausse sont liés à un solde migratoire positif. Le comté d'*Akershus* a enregistré la plus forte hausse. Les statistiques indiquent également qu'il y a 40 000 hommes de plus que de femmes en Norvège. Oslo est le seul comté où les femmes sont les plus nombreuses, et le déséquilibre entre les sexes est davantage marqué dans les comtés du nord du pays. Depuis 2008, le nombre d'étrangers a doublé puisqu'ils représentent désormais 10,6% de la population totale contre 5,6% en 2008. Les Syriens étaient les plus nombreux à s'installer en Norvège en 2016, mais les plus grosses diasporas restent les Polonais, suivis des Suédois et des Lithuaniens.

Education

Lutte contre l'échec scolaire dès l'école primaire

Le ministre de l'éducation, Torbjørn Røe Isaksen, a présenté les mesures adoptées par le gouvernement pour lutter contre l'échec scolaire dès le plus jeune âge. Une aide spécifique et ciblée sera apportée aux élèves en difficulté, du CP au CM1, en lecture, écriture et mathématiques. Doté d'un budget d'un demi-milliard de NOK, le projet vise à détecter les élèves fragiles au début de l'école primaire pour éviter qu'ils accumulent des lacunes au cours de leur scolarité, et se mettent en situation d'échec scolaire.

Le gouvernement propose l'introduction des frais de scolarité pour les étudiants étrangers hors UE

Le souhait du gouvernement d'introduire des frais de scolarité pour les étudiants arrivant de pays hors UE/EEE ne rassemble pas la majorité nécessaire au parlement. La Norvège est l'un de dernier pays à ne pas exiger le paiement de frais de scolarité aux étudiants étrangers. A l'instar des pays voisins qui ont déjà adopté un tel dispositif (Danemark en 2006, Suède en 2011 et Finlande en 2016), le gouvernement souhaiterait ainsi économiser 4,3 milliards de NOK par an, soit 13% du budget de l'enseignement supérieur. Le projet gouvernemental recueille le soutien du quotidien *Aftenposten*, dont l'éditorial du 24 mars estime que les étudiants étrangers devraient s'intéresser à l'enseignement supérieur norvégien pour sa qualité, et non pas pour sa gratuité. *Aftenposten* ajoute que les autorités devraient plutôt proposer des bourses aux étudiants hors EU/EEE. L'organisation des étudiants norvégiens (Norsk studentorganisasjon) redoute quant à elle une baisse du nombre d'étudiants étrangers comme en Suède (-79% d'inscriptions après l'introduction des frais de scolarité). Curt Rice, recteur du collège universitaire d'Oslo et Akershus (HiOA) craint lui aussi une perte d'attractivité de la Norvège.

Migration

Trois quarts des jeunes immigrés ne se sentent pas victimes de discrimination

Selon un sondage réalisé par l'institut Sentio, 74% des jeunes de 16-25 ans d'origine étrangère ne ressentent pas de discrimination au quotidien. Ils sont en revanche 8% à ressentir beaucoup ou énormément de discriminations. Jon Rogstad, chercheur au centre de recherche FAFO sur le travail et les affaires sociales, se félicite que la grande

majorité de ces jeunes se sentent bien en Norvège et ne se sentent pas pénalisés à cause de leurs origines. D'après la Direction à l'intégration et à la diversité, l'augmentation du nombre d'immigrés peut expliquer cette tendance, même si la discrimination entre personnes d'origine étrangères reste un défi. Libe Rieber-Mohn, directrice de l'organisation, rappelle par ailleurs que les personnes d'origine étrangère subissent toujours des discriminations importantes en matière de logement ou d'emploi (25% de chances de moins d'être invité à un entretien d'embauche que le reste de la population).

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Les inégalités se creusent en Norvège

Selon un récent rapport de la TBU (commission chargée d'analyser l'inflation), les inégalités ont augmenté de 14% en Norvège depuis 2006. Bien qu'il soit toujours en dessous de la moyenne européenne, le coefficient de Gini est passé de 0,216 à 0,247 en 2015. Le rapport ajoute que cette hausse a été particulièrement forte (+ 9,7%) entre 2013 et 2015, c'est-à-dire les deux premières années du mandat du gouvernement Solberg. La commission TBU indique que l'augmentation des inégalités est en grande partie liée au fait que les revenus du capital ont cru plus rapidement que les revenus du travail. Par ailleurs, les inégalités de salaires se sont creusées sur cette période. Le député Erlend Wiborg (Parti du progrès) estime que l'immigration est à l'origine de la hausse des inégalités, arguant que la pauvreté n'a pas augmenté, voire a diminué, parmi les Norvégiens sur cette période. Par ailleurs, le fossé entre les riches et les pauvres se creuse en Norvège comme dans la plupart des autres pays occidentaux. En 2015, les 10% des Norvégiens qui ont gagné le plus disposaient de 22,8% de la totalité des revenus. En 2014, ce chiffre s'élevait à 21,1% contre 20,7% en 2013. Alors que les riches deviennent de plus en plus riches, la tendance est inverse à l'autre bout de l'échelle. En 2015, les 10% des Norvégiens qui ont gagné le moins disposaient de 3,7% de l'ensemble des revenus, contre 3,8% en 2014 et 3,9% en 2013.

Chômage

L'Institut National des Statistiques (SSB) a publié en février de nouveaux chiffres sur l'emploi. Si le taux de chômage a chuté à 4,4% en décembre, soit à son plus bas niveau depuis juillet 2015, cette baisse est - selon une économiste de la banque SEB - provoquée par une forte contraction de la population active norvégienne, qui se conjugue à une baisse parallèle de la croissance du nombre d'emplois total en Norvège. L'économie norvégienne aurait ainsi perdu 22 000 emplois, soit 0,8% du nombre d'emplois total. Le taux d'emploi, qui concerne en Norvège les 15-74 ans, soit l'ensemble de la population en âge de travailler, s'est, lui, maintenu à 66,8% pour le deuxième mois consécutif selon SSB, et n'a jamais été aussi bas.

Négociations salariales

Après cinq jours de négociations, le patronat NHO et la confédération syndicale LO se sont mis d'accord sur une hausse des salaires de 2,4% dans le secteur privé. La présidente de LO - Gerd Kristiansen - qualifie le résultat de « solidaire » puisque ce sont les personnes à bas revenus qui en profitent le plus. Tous les employés du secteur bénéficieront d'une hausse de 50 centimes par heure. Les salariés qui gagnent moins de 90% de la moyenne du secteur industriel bénéficieront d'une hausse de 2 couronnes. Le syndicat représentant les agents d'entretien ressort grand gagnant des négociations : ses membres bénéficieront d'une hausse de 3,50 couronnes par heure, et de 1,5 couronnes supplémentaires pour les personce pourrait êtrenes ayant un salaire inférieur à 85% de la moyenne dans le secteur industriel. Concernant les négociations dans le secteur public, celles-ci débuteront en avril, avec une date butoir fixée au 1er mai.

Plusieurs incidents off-shore au cœur d'une discussion sur le code du travail

En octobre 2014, un incident lié à une opération sous-marine effectuée par le navire *Boa Sub C* avait provoqué des dégâts de plusieurs centaines de millions de NOK en mer du Nord. La direction du navire, battant pavillon maltais et en mission pour Statoil, avait demandé à la centaine d'employés présents de garder le silence sur l'évènement pour ne pas avoir à le signaler aux autorités norvégiennes. L'inspection des activités pétrolières (Petroleumstilsynet) avait finalement été informée par un informateur anonyme. En 2015, un marin philippin travaillant sur le bateau norvégien enregistré aux Bahamas, le *Skandi Skansen,* était décédé dans un accident sur le quai du port de Stavanger. La commission d'enquête n'avait pas mené d'investigation sur ce décès. Suite à ces deux accidents, le Parti travailliste, le Parti socialiste de gauche et le Parti centriste ont déposé une proposition de loi visant à appliquer le code du travail aux employés du secteur pétrolier.

Santé et Protection sociale

Nouveaux objectifs de Santé Publique en matière de nutrition

Pour remédier à certaines mauvaises habitudes alimentaires (55% des 9-13 ans mangent trop de sucre, 85% d'entre eux trop de graisses), le gouvernement a présenté des objectifs de santé publique en matière de nutrition. D'ici 2021, il souhaite augmenter la consommation de légumes, fruits, aliments complets et poisson de 20%, réduire la part de sucre et de gras dans les aliments (respectivement 11% et 12%), ainsi que les quantités quotidiennes ingérées de sel (de 10 à 8 g). Le gouvernement décline également des objectifs spécifiques pour les enfants et les adolescents tels que la réduction de la consommation de sucreries et de sodas, la promotion de la consommation de fruits, de légumes et de poisson. Le ministre de la pêche - Per Sandberg - souhaite que la consommation de poisson soit favorisée dès le plus jeune âge, au jardin d'enfants. Enfin, le plan du gouvernement suit un objectif environnemental, en mettant l'accent sur la réduction du gaspillage alimentaire, la consommation de produits locaux, et la baisse de la consommation de viande rouge, responsable d'importantes émissions de gaz à effet de serre.

Autorisation de tests sanguins pour détecter la trisomie

Le ministre de la santé - Bent Høie - a annoncé l'autorisation des tests NIPT (test prénatal non-invasif). Ces tests sanguins seront proposés aux femmes de plus de 38 ans et à celles dont la grossesse présente des risques (maladies héréditaires ou risque de problèmes de développement du fœtus). Ils seront une alternative aux tests pratiqués sur le liquide amniotique ou le placenta, afin de réduire le risque de fausse couche. Les NIPT permettent de détecter les cas de trisomie 13 (syndrome de Patau), 18 (syndrome d'Edwards) et 21 (syndrome de Down). Le Parti chrétien-populaire a fait savoir qu'il ne soutenait pas cette mesure car il ne souhaitait pas « une chasse aux enfants atteints du syndrome de Down ».

Coopération norvégo-russe en matière de santé

La secrétaire d'Etat à la santé, Anne Grethe Erlandsen, et le vice-ministre de la santé russe, Igor Kagramanyan, ont signé lundi 27 mars un accord de coopération dans le domaine de la santé. La coopération portera sur la lutte contre les maladies infectieuses et les drogues, la situation d'alerte en cas de crise, les technologies liées aux traitements et les soins de santé primaires.

Droits des femmes / Enfance / Famille

Baisse de la natalité

Le nombre d'enfant par femme a baissé depuis l'année 2009, passant de 1,98 en 2009 contre 1,71 aujourd'hui.

Les femmes gagnent 14% de moins que les hommes

Selon le Bureau national des statistiques (SSB), les Norvégiennes gagnent aujourd'hui 14% de moins que les Norvégiens (contre 17% en 2000). Les inégalités de salaire se creusent avec l'âge et avec le niveau d'éducation. Le type de contrat est également un facteur important : les femmes à temps partiel gagnent 99% du salaire de leurs collègues masculins, mais ce taux tombe à 88% parmi les salariées à temps plein. Si les inégalités sont moins marquées dans le secteur public que dans le secteur privé, elles s'accroissent toutefois au fil des carrières des femmes. Enfin, il existe seulement deux branches où les femmes touchent un salaire plus élevé que leurs collègues masculins : la gestion de l'eau et l'entretien ainsi que le BTP. La finance et l'assurance sont les secteurs enregistrant les disparités les plus fortes (le salaire des femmes équivaut à 69% du salaire des hommes).

Débat sur la réduction embryonnaire

La loi de 1975 autorisant l'avortement dans les 12 premières semaines de grossesse ne précise pas si l'IVG peut être effectué sur un seul des embryons chez les jumeaux. Par conséquent, la loi est interprétée différemment selon les hôpitaux, qui ne pratiquent pas tous ce type d'intervention. Sur demande du ministre de la santé, Bent Høie, le département juridique du ministère de la justice s'est penché sur le texte de 1975 et a conclu que ce dernier autorisait la réduction embryonnaire sur des embryons sains. Les députées Kjersti Toppe (Parti centriste) et Olaug

Bollestad (Parti chrétien-populaire) demandent quant à elles qu'une interdiction explicite de cette pratique soit inscrite dans la loi. « Il s'agit d'une question éthique difficile », a déclaré Erna Solberg, Première Ministre, qui ne souhaite pas modifier la législation en vigueur.

SUÈDE

Population totale	9,779,000
Revenu national brut par habitant ($ internationaux PPA)	44
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	81/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	69/43
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant ($ int.)	5.219
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	11.9
Taux de natalité	1.9

Source : OMS, 2015
**Banque mondiale, 2015*

Affaires sociales

Education

Modification de la loi sur l'éducation ?

Le leader libéral - Jan Björklund - a déposé une motion au sein du comité de l'éducation pour modifier la loi sur l'éducation. Il souhaite que les écoles aient la possibilité de déplacer les élèves qui ont commis des violences. Cette proposition a été faite en réaction à la mesure prise par une école dans laquelle une jeune fille victime d'un viol a été transférée dans une nouvelle école alors que les auteurs du viol ont été autorisés à rester.

L'éducation investit dans l'informatique

Le 9 mars, le gouvernement a présenté des changements dans les programmes scolaires visant à accroître la place de la numérisation dans l'éducation : ils doivent être mis en œuvre pour l'année universitaire 2018-2019 après formation des enseignants. « Nous assistons à une augmentation de l'inégalité entre les écoles, démontrée à la fois via l'étude de PISA et les enquêtes nationales. L'exclusion numérique chez les jeunes est déjà là », explique le ministre de l'Éducation - Gustav Fridolin. Les changements s'appliqueront à la fois au primaire et au deuxième cycle du secondaire. Ceux-ci viseront principalement les leçons de mathématiques et de technologie. « Tout le monde doit être capable de comprendre les bases de la programmation. Regardez-vous, combien de fois par jour utilisez-vous quelque chose qui est programmé ? Vous réalisez combien cela nous affecte. Et pour changer le monde, il faut comprendre le monde », ajoute le ministre. D'après un sondage réalisé à cette occasion, près de 60% des élèves interrogés souhaitent une numérisation accrue dans les écoles, tandis que 10% s'opposent à cette idée.

Les conditions de travail dans les écoles suédoises se dégradent

« La pénurie d'enseignants qualifiés est encore importante. Il y a plus d'élèves qu'auparavant à l'école primaire et au deuxième cycle du secondaire, et il n'y a tout simplement pas assez d'enseignants qualifiés pour assurer les cours », explique Niclas Westin - de l'Agence nationale suédoise pour l'éducation (*Skolverket*). La proportion d'enseignants titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur a diminué par rapport à l'année scolaire précédente et de nombreux enseignants nouvellement engagés n'ont pas de diplôme d'enseignement.
Une enquête nationale a identifié des problèmes liés aux conditions de travail tels que : les niveaux élevés de bruit, la mauvaise ventilation, les charges de travail conséquentes, l'augmentation de la violence. Les conditions de travail

dans les écoles sont dans la plupart des cas de la responsabilité des communes, mais le ministre de l'Éducation Gustav Fridolin souhaite, cependant, que l'État prenne sa part pour améliorer la situation.

Pas d'aide spécifique pour les écoles dans le besoin
Un rapport du Syndicat national des enseignants en Suède révèle que les écoles des zones aisées bénéficient souvent d'un budget aussi élevé que celui des écoles situées en zone défavorisée, en dépit d'une loi selon laquelle les municipalités devraient favoriser l'indemnisation des écoles dans le besoin. Face à ce constat, le ministre de l'Education – Gustav Fridolin (Verts) – a indiqué que « l'inégalité et la ségrégation constituent le plus grand problème que nous ayons. »

Migration

Un nouveau centre pour prévenir le suicide chez les mineurs non accompagnés
Le Conseil national de la santé et du bien-être social (*Socialstyrelsen*) a pour mission de créer un centre de lutte contre la maladie mentale et le suicide chez les mineurs non accompagnés demandeurs d'asile. Le gouvernement investit 30 millions de couronnes suédoises sur trois ans dans le centre, qui ouvrira ses portes le 1er avril. «Il est nécessaire de rassembler et de diffuser des connaissances à ce sujet», a déclaré Åsa Regnér, ministre de l'Enfance et de l'Égalité.

Divers

Les municipalités ne se considèrent pas comme responsables de la pénurie de logement
Selon une étude de l'Association suédoise des pouvoirs locaux et des régions (SALAR), 700 000 nouveaux logements devraient être construits d'ici 2025 et 50% des municipalités sont en mesure d'élaborer des plans détaillés de construction d'ici un an. SALAR a également constaté que la gestion des municipalités n'était pas à l'origine de la pénurie de logement. A l'inverse, l'association estime que les promoteurs immobiliers n'utilisent pas les zones planifiées, ce qui crée des problèmes là où la demande est forte, notamment dans les municipalités avec beaucoup de nouveaux arrivants. Néanmoins, l'Institut suédois des Statistiques (SCB) révèle que 63 100 nouveaux logements ont été mis en construction en 2016 contre 47 209 en 2015, soit une augmentation du rythme de construction de 34%. La Suède n'a pas connu un rythme de construction aussi élevé depuis les années 1990.
Par ailleurs, le système de transport public du comté de Stockholm est en expansion avec de nouvelles lignes de métro et de tramway (coût d'environ 25 milliards de SKR) et les municipalités qui bénéficient des nouvelles lignes ont promis de construire 100 000 nouvelles maisons d'ici 2035, dont 48 000 à Stockholm City.

L'échec des politiques de lutte contre la ségrégation spatiale
Suite à une évaluation, le ministre de la Coordination des politiques et de l'Energie – Ibrahim Baylan – avoue que les politiques mises en place ces 25 dernières années pour lutter contre la ségrégation n'ont pas été coordonnées, ni assez suivies. Celui-ci souhaite que les familles avec des enfants en bas âge, qui risquent d'être touchées par ce phénomène, soient suivies préventivement par les services sociaux. « Nous devons soutenir ces familles. Sinon, nous devrons nous en occuper plus tard, notamment à l'adolescence », a-t-il déclaré.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Augmentation du nombre de travailleurs étrangers temporaires
Selon *Europa Portalen*, le nombre de travailleurs étrangers temporaires résidant en Suède continue de croître. En 2016, 48 000 travailleurs sont arrivés en Suède pour un travail temporaire, ce qui équivaut à une augmentation de 12% par rapport à l'année précédente. Les travailleurs polonais constituent la diaspora le plus importante puisqu'ils représentent l'équivalent d'un travailleur intérimaire sur cinq en Suède. Les travailleurs lituaniens se trouvent en seconde place. Environ la moitié de ces travailleurs ont des emplois dans le bâtiment et la construction. Plus précisément, la moitié d'entre eux travaille dans les trois plus grandes villes du pays, à savoir, Stockholm, Malmö et Göteborg.

Les hommes sont plus touchés par le chômage
Selon le Service de l'emploi (*Arbetsförmedlingen*), le chômage reste plus élevé chez les hommes que chez les femmes. L'écart le plus important se retrouve chez les jeunes âgés de 18 à 24 ans puisque 8,6% des femmes de cette tranche d'âge sont au chômage, contre 13,6% chez les hommes. « Nous avons un marché du travail solide, mais il y a

surtout une demande pour une main-d'œuvre instruite et les jeunes femmes sont plus nombreuses à terminer l'enseignement secondaire supérieur. Il est maintenant important de motiver plus de jeunes hommes dans les études », explique Annika Sundén d'Arbetsförmedlingen.

Nouvelles règles d'intégration pour les jeunes réfugiés
L'Association suédoise des pouvoirs locaux et des régions (SALAR) propose des modifications au système d'indemnisation des jeunes réfugiés afin de les aider à obtenir un diplôme d'études secondaires voire à trouver du travail. SALAR propose que les nouveaux arrivants - âgés de 18 à 29 ans et peu scolarisés – puissent être en mesure d'étudier pendant six ans ou plus, afin d'obtenir un diplôme de fin d'études secondaires. L'objectif est de pouvoir les intégrer au marché du travail grâce à l'accès à l'éducation supérieure. Aussi, les réfugiés devraient bénéficier de programmes professionnels adaptés aux besoins de chaque région.

Les restrictions à l'immigration pénalisent le secteur technologique suédois
Selon *Dagens Industri*, les politiques de la Commission suédoise des migrations ont des répercussions sur le secteur technologique suédois puisque le nombre d'étrangers dans le secteur technologique s'étant vu refusé leurs demandes d'extension de permis de travail a presque doublé ces derniers mois. La directrice de la Chambre de commerce de Stockholm - Maria Rankka - critique ces mesures en affirmant que ces chiffres ne feront qu'augmenter. Elle soutient que la Suède laisse partir les personnes dont les entreprises suédoises ont besoin pour se développer. De son côté, le ministre de la Justice et des Migrations - Morgan Johansson (S) - a déclaré que les règles concernant le renouvellement des permis de travail doivent être révisées, confessant que les règles actuelles ne sont pas efficaces.

Réduction d'impôt pour les retraités
Le Premier ministre - Stefan Löfven (S) - la ministre des Finances - Magdalena Andersson (S) - et le ministre des marchés financiers - Per Bolund (MP) - ont confirmé que le gouvernement réduirait les impôts pour 1,4 million de retraités. La proposition fait partie du prochain budget d'automne et coûtera au Trésor public 2,1 milliards de couronnes suédoises. Les personnes âgées de plus de 65 ans ayant une pension de 14 000 couronnes suédoises (1471€) par mois bénéficieront d'une réduction d'impôt estimée à 200 couronnes suédoises (21€) par mois. Ceux qui bénéficient d'une pension de 19 000 couronnes suédoises (1996€) par mois bénéficieront d'une réduction de 160 couronnes suédoises (17€) par mois. Près de 1,4 million de retraités, soit 70% des 65 ans et plus, bénéficieront de ce changement. « Nous avons un excédent budgétaire, c'est pourquoi le gouvernement peut maintenant prendre d'autres mesures pour combler l'écart entre les salariés et les retraités » a déclaré le Premier ministre Löfven lors de la conférence de presse. La réduction d'impôt est prévue pour être mise en œuvre à compter du 1er janvier 2018.

Santé et Protection sociale

Disparités dans la démographie médicale
Un nouveau rapport du Conseil national de la santé et du bien-être social (*Socialstyrelsen*) affirme que le nombre de médecins a augmenté de manière significative dans le pays. En 2014, il y avait 417 médecins pour 100 000 suédois. Cinq ans plus tôt, le ratio était de 379. Cette augmentation est majoritairement significative chez les médecins et les assistants dentaires, ce qui peut s'expliquer par l'augmentation du nombre de professionnels formés récemment. Néanmoins, le conseil est moins optimiste concernant l'effectif d'infirmières spécialisées. Actuellement, la Suède a une pénurie de 145 infirmières spécialisées en oncologie, ce qui correspond à 30 pour cent du besoin. Selon les représentants de la Société suédoise du cancer, il existe aujourd'hui une pénurie aiguë qui est aggravée par le fait que 20% des oncologues du pays ont 60 ans et plus. Ces derniers sont ainsi susceptibles de prendre leur retraite d'ici quelques années, ce qui représente un enjeu majeur dans la continuité des soins en oncologie.

Quel avenir pour les consultations médicales en ligne ?
Les représentants des médecins généralistes et des médecins de district demandent aux autorités d'étudier l'impact des entreprises proposant des consultations en ligne. Ils redoutent que ces nouvelles compagnies médicales posent de faux diagnostics et de mauvaises prescriptions. Par exemple, les patients atteints d'amygdalite, d'otite moyenne, de sinusite et d'infections des voies respiratoires inférieures pourraient se voir prescrire des traitements

antibiotiques non conformes aux directives de l'Agence suédoise des produits médicaux. Pour prescrire des antibiotiques, les médecins ont besoin de voir les patients face à face.
Cette réaction est liée à la dynamique de numérisation du système de santé suédois impulsée par le gouvernement depuis 2006. L'objectif est de rationaliser l'accès aux soins grâce aux technologies numériques. Par ailleurs, les leaders représentants des libéraux - Jan Björklund et Anna Starbring - souhaitent que tous les fournisseurs de soins soient tenus par la loi d'offrir aux patients des consultations en ligne. Ils estiment que les patients devraient être libres de décider s'ils souhaitent parler à un médecin en ligne, par téléphone, par vidéoconférence ou physiquement.

Faire face aux erreurs médicales
Le gouvernement a demandé au Conseil national de la santé et du bien-être social (*Socialstyrelsen*) d'enquêter sur les effets de la pénurie de personnel en matière de prise en charge des patients, particulièrement en ce qui concerne les urgences et la maternité. Le ministre de la santé - Gabriel Wikström – souhaite utiliser l'enquête pour recueillir des données et prendre les décisions nécessaires pour améliorer les soins de santé et la sécurité des patients. Le *Riksdag* devrait examiner ces propositions au printemps. On estime à plus de 100 000 le nombre de patients qui subissent chaque année des effets iatrogènes, entrainant des infections, des escarres voire des blessures chirurgicales.
La porte-parole des Modérés attend des mesures immédiates. Elle souligne que le Conseil de la santé et du bien-être social a soumis un rapport au ministère de la Santé et des Affaires sociales il y a un mois, dans lequel il exposait la situation. Elle propose l'introduction de la notion de « lésion zéro dans le service de santé » ainsi que la mise en place d'un registre national pour sensibiliser sur les moyens de prévenir les blessures.

Fosun Pharma acquiert une participation dans Breas
Le géant chinois *Fosun Pharma* acquiert une participation de 80% - équivalente à 800 millions de couronnes suédoises - chez *Breas Medical*, fabricant de ventilateurs respiratoires à domicile basé à Mölnlycke. Richard Zhao, responsable de la division des dispositifs médicaux de *Fosun Pharma*, estime qu'il existe un énorme potentiel pour les produits de *Breas* en Chine, étant donné les défis auxquels le pays est confronté avec la pollution atmosphérique, le tabagisme et le vieillissement de la population.

Droits des femmes / Enfance / Famille

200 millions de couronnes en réponse au gel de l'aide américaine
Des représentants d'une cinquantaine de pays ont participé à la conférence *She Decides* à Bruxelles, jeudi 2 février. L'objectif est de mobiliser le soutien politique et financier afin d'aider les ONG internationales à maintenir des programmes de planification familiale dans les pays en développement puisque l'administration américaine a récemment interdit aux organisations ayant des financements américains de fournir des services d'avortement ou d'offrir des informations sur le sujet. La Suède s'engage à y consacrer 200 millions de couronnes supplémentaires. La ministre suédoise de la Coopération au Développement - Isabella Lövin – a déclaré que : « Sans accès à la contraception et à la planification familiale, aucun pays au cours des 50 dernières années n'a réussi à sortir de la pauvreté. Le financement de la santé sexuelle des femmes est essentiel au développement ». Une première évaluation a montré que, sans financement alternatif, la perte de l'aide américaine entraînerait 6,5 millions de grossesses non désirées, 2 millions d'avortements à risque et jusqu'à 20 000 décès maternels pendant le mandat du Président Trump. Un certain nombre de groupes parlementaires au Parlement européen exigent que l'UE comble l'écart laissé par le financement retiré. « Chaque pays ne devrait pas avoir à assumer le fardeau. L'UE doit clairement défendre la santé et les droits des femmes », a déclaré l'eurodéputé de gauche Malin Björk.

Les ministres des Affaires étrangères en réunion numérique sur la Journée de la Femme
Lors de la Journée internationale de la femme, une trentaine de ministres des Affaires étrangères se sont réunis pour aborder les questions de la représentation des femmes en politique ainsi que de la violence envers les femmes. Outre la ministre suédoise des Affaires étrangères, Margot Wallström (S), des ministres des affaires étrangères du Liechtenstein, du Panama et du Kenya y ont pris part. La Colombie et l'Argentine étaient également prêtes à participer, mais ne l'ont pas fait. L'idée était d'avoir une portée maximale sur les continents. Il a été noté que ces questions ne concernaient pas uniquement les femmes. « La violence contre les femmes n'est pas une question féminine, c'est une question humaine », a déclaré Wallström.

Les femmes diplômées de l'université gagnent moins que leurs homologues masculins

Le président de la Confédération suédoise des associations professionnelles (Saco) - Göran Arrius – estime que l'égalité des sexes ne s'applique pas en termes de salaire et de déroulé de carrière. Après déduction d'impôt, les femmes diplômées de l'enseignement supérieur gagnent en moyenne 2,8 millions de couronnes de moins que les hommes, au cours de leur vie professionnelle. L'analyse est basée sur la position hiérarchique ainsi que sur les opportunités de carrières qui leurs sont offertes. Celle-ci révèle que les inégalités commencent dans la trentaine et que l'écart de salaire n'est jamais rattrapé. Cette étude démontre que les femmes prennent les trois quarts du congé parental, qu'elles sont à la maison six jours sur dix lorsque les enfants sont malades. Il est également trois fois plus probable que les femmes travaillent à temps partiel. Göran Arrius estime que la responsabilité des femmes dans la sphère privée a un impact sur leur carrière. La Confédération fait désormais campagne pour changer l'organisation du congé parental de façon à ce qu'il soit divisé en trois parties égales, une pour chaque parent et une partagée. La même enquête montre que cette inégalité ne touche pas uniquement les femmes ayant des enfants puisque les femmes sans enfants sont aussi discriminées lors des entretiens, les employeurs s'attendant à ce qu'elles soient plus absentes.

Les socio-démocrates hostiles à la Gestation Pour Autrui (GPA)

Le conseil du parti social-démocrate souhaite évoquer la question de la maternité de substitution dans le système de santé suédois lors du congrès du parti en avril. Celle-ci est définie comme la maternité au cours de laquelle la mère porteuse est biologiquement liée à l'enfant et deviendra à la fois la donneuse d'ovule et l'hôte de substitution, avec l'intention de renoncer à la garde une fois que l'enfant est né. Le parti social-démocrate ne souhaite pas autoriser cette pratique dans le pays car elle introduit un risque de commercialisation du corps des femmes. Ce risque en appelle un autre : ne pas laisser les femmes décider sur leur propre corps.

Modification des règles relatives au congé parental pour les immigrants

Le gouvernement et les partis d'alliance de centre-droit ont convenu qu'il fallait modifier les règles relatives au congé parental pour ceux qui immigrent en Suède avec des enfants. Aux termes de la proposition, les parents auraient le droit à 480 jours de congé payé si l'enfant réside en Suède avant l'âge d'un an, 200 jours si l'enfant a entre un et deux ans et 100 jours après l'âge de deux ans. Actuellement, le système suédois donne à tous les parents 480 jours de congés payés par enfant qui peuvent être pris jusqu'à ce que l'enfant ait 8 ans. « Il s'agit de raccourcir le temps nécessaire pour que les immigrantes puissent entrer sur le marché du travail », a déclaré la ministre de la Sécurité sociale - Annika Strandhäll (S).

Lutte contre le mariage des enfants

Au début du mois de mars, le gouvernement a chargé une commission d'enquête d'examiner comment la protection contre le mariage des enfants, le mariage forcé et les crimes d'honneur pourrait être renforcée. Le gouvernement élabore actuellement une directive supplémentaire afin d'affiner la législation en ce qui concerne les enfants qui sont emmenés à l'étranger contre leur volonté afin de se marier. Pour se faire, les modèles du Royaume-Uni ainsi que de la Norvège ont été étudiés. Ainsi, au Royaume-Uni, la police a le pouvoir de saisir un passeport ou d'émettre une interdiction de voyager. En outre, les parents peuvent être passibles d'une peine de prison de cinq ans s'ils ne révèlent pas aux autorités où se trouve l'enfant. En Suède aujourd'hui, il est souvent difficile pour les municipalités de prouver qu'un enfant est emmené à l'étranger avec la volonté de le marier. Le ministre de la Justice, Morgan Johansson (S), admet que les groupes dans la société où le mariage forcé est une pratique régulière deviennent plus minoritaires, mais « l'État a la responsabilité de défendre les droits de l'individu. Vous ne devriez pas avoir à épouser une personne contre votre volonté ", dit-il.